REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 15 au 21 novembre 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Cop 27 : traitement différencié pour les îles.....2
- COP 27 – Un traitement différencié pour les îles

1.2 Sécurité maritime.....5
- Sécurité maritime : des marchandises trafiquées interceptées évaluées à 2.5 millions USD en 2021

1.3 AP-COI.....7
- The Deputy Speaker Participates in Significant Discussions on the Revival of the AP-COI in Madagascar

1.4 Economie.....8
- Forum économique des îles de l'océan indien faire front commun pour relever les défis de l'Indianocéanie

1.5 Veille sanitaire.....10
- Riposte contre la Covid-19 dans l'Océan Indien : retour d'expérience

2. Centres d'Intérêts

2.1 Cop27.....12
- Dégâts climatiques aux plus pauvres : la COP27 adopte le principe d'un fonds spécial

2.2 Tourisme.....14
- Madagascar dans le top 10 des pays africains les plus attractifs pour le tourisme en 2022-2023

2.3 Economie..... 15
- Deuxième forum dédié à la création d'entreprises

1.4 Environnement.....16
- Renouvellement de la collaboration scientifique entre National Parks and Conservation Service et Chester Zoo

Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble

COP 27 – Un traitement différencié pour les îles

Communiqué de la COI

Garantir un traitement différencié pour les îles en développement. C'était, en substance, le message essentiel porté par le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien à la COP27. Et pour cause : l'impact climatique dans les îles sont la bande-annonce des disruptions globales.

Présent à Charm-el-Sheikh du 10 au 17 novembre, Pr. Vêlayoudom Marimoutou a fait valoir les besoins spécifiques des îles. En effet, comme l'Afrique, les îles en développement sont des contributeurs minimes des émissions de gaz à effet de serre. Elles sont même marginales comptant pour moins de 1% du total des émissions entre 1960 et 2014 !

L'action climatique régionale

L'action climatique est inscrite dans le génome de la COI. Dès la fin des années 1980, la COI a mis en œuvre ses premiers projets dans les domaines de la météorologie et de la préservation de l'environnement. Graduellement, l'action climatique de la COI s'est renforcée.

A l'évènement parallèle sur « l'état du climat en Afrique », coorganisé par l'Union africaine, l'ACMAD et la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou explique : « A travers ses projets et le soutien de ses partenaires au développement, la COI est pleinement engagée en soutien à ses Etats membres pour renforcer la résilience climatique régionale. C'est un chantier de longue haleine qui oblige à une approche holistique qui lie science et technologies, innovation et formation, équipements et échanges, diplomatie et engagement citoyen. »

L'appel de la COI à la COP27

D'abord, le constat :

jusque-là, les promesses pour s'adapter sont insuffisantes ; les engagements pour accompagner nos efforts et nos actions sont insuffisants ; les moyens pour nous permettre d'être résilient sont

insuffisants. Et à ces insuffisances s'ajoutent un sentiment d'iniquité. Nos îles d'Afrique subissent les dommages des dérèglements climatiques dont elles ne sont pas responsables.

Ensuite, les recommandations formulées au segment de haut niveau :

- mise en œuvre accélérée des engagements de Glasgow, notamment pour le doublement du financement d'adaptation d'ici 2025 comparativement aux niveaux de 2019. Objectif : disponibilité des financements et surtout accès facilité pour les PEID sur la base de l'indice de vulnérabilité aux dérèglements climatiques et non conditionné par le revenu par tête d'habitant. Il s'agit, en effet, de ne pas pénaliser des îles comme les Seychelles ou Maurice qui, malgré le niveau de développement socioéconomique, restent des « zones sensibles » comme toutes les îles.
- Opérationnalisation du réseau de Santiago pour un mécanisme de financement des pertes et dommages, avec un fonds dédié. Ce sujet a été au cœur de cette COP.

En plus de ces sujets cruciaux, le Secrétaire général de la COI a appelé à un investissement massif en faveur de la formation, des technologies et du transfert des technologies. Il a également souligné l'importance de mobiliser davantage la science pour développer des solutions et soutenir la prise de décision.

« Dans tous nos pays d'Afrique, il faut former la jeunesse, offrir des opportunités d'emplois en phase avec les défis climatiques, énergétiques et environnementaux, les nouvelles tendances socioéconomiques et l'aspiration au bien-être de nos populations ; ou autrement dit, offrir des opportunités en phase avec le devenir du monde. Plus de 60% des métiers de demain n'existent pas aujourd'hui et il ne fait aucun doute que les « emplois climatiques » constitueront une part importante de ces métiers. L'investissement, c'est maintenant qu'il faut le consentir. Il y a urgence ! », a insisté Pr. Marimoutou.

La COP, un temps d'échanges

La COP27 a été l'occasion d'échanges nombreux et utiles avec les partenaires. La délégation de la COI a ainsi eu des entretiens avec les premiers responsables du Forum du Pacifique, de la Commission de l'Union africaine, du Commonwealth ou encore de l'Organisation des Etats ACP.

La COI a coorganisé deux événements parallèle, l'un avec l'Initiative sur les risques climatiques et les systèmes d'alerte précoce (CREWS) et le Centre pour la résilience des Caraïbes, l'autre avec la Commission de l'UA et l'ACMAD. Elle a également participé à des sessions avec l'OAECAP – programme ClimSA, le Secrétariat du programme régional océanien de l'environnement, entre autres.

Enfin, la COI a soutenu la participation de délégués des Etats membres pour les négociations à travers le projet GGCA+ financé par OEACP – UE, selon le communiqué de la COI.

Plus d'infos :

- [COP 27 – Un traitement différencié pour les îles - Commission de l'océan Indien (commissionoceanindien.org)]

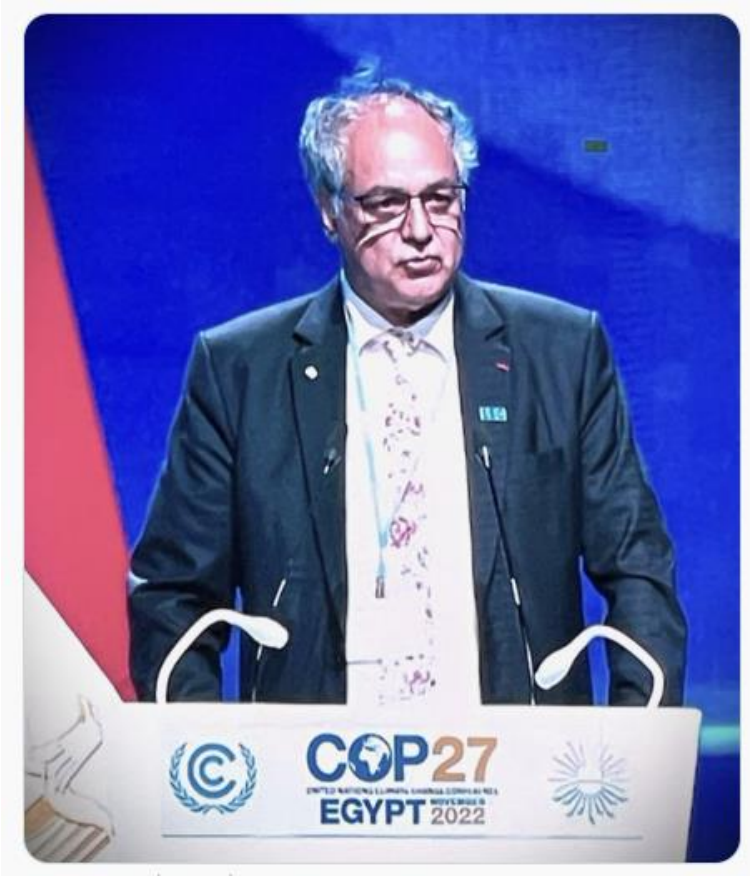
https://twitter.com/commission_coi

Commission de l'océan Indien COI_IOC @commission_coi · 16 nov. ···

#COP27 Pr. Marimoutou : "Ce qui est en jeu, c'est notre propre devenir"

➡ Traitement différencié pour les #îles | accès facilité au financement #climat | #formation #science #technologie | cadre juste pour #pertes & #préjudices

➡ bit.ly/Speech-COI



Sécurité maritime : Des marchandises trafiquées interceptées évaluées à 2,5 millions USD en 2021

« Rien qu'en 2021, et juste en termes de trafic intercepté pour le compte de Madagascar, le bilan du CRFIM ou Centre régional de fusion de l'information maritime à Madagascar a révélé 316 kg de coraux noirs interceptés ; 8 conteneurs de pierres industrielles découvertes ; 49 kg d'or saisis ; 2 tonnes de cannabis interceptés ; et 1 024 tortues transitant par voie maritime saisies.



Ces marchandises sont estimées à une valeur totale de près de 2,5 millions USD ». C'est ce qui a été avancé lors d'un atelier régional de consultation pour la deuxième phase du programme régional de sécurité maritime (MASE) à Antananarivo, le 10 novembre dernier. Un événement qui a rassemblé des représentants de 12 pays d'Afrique australe, d'Afrique orientale et de l'Océan Indien, de l'Union européenne, de l'Union africaine, et de l'IORA (Outil interactif d'évaluation des risques en ligne). Et dont l'objectif est « *de confirmer l'intérêt du programme MASE 2.0. en soutien à la pleine opérationnalisation de l'architecture régionale de sécurité maritime, et ce, sans interruption* ». L'événement était ainsi l'occasion pour le général Richard Rakotonirina, ministre de la Défense nationale et ministre par intérim des Affaires étrangères puis président en exercice de la Commission de l'Océan Indien, de souligner que « *les résultats obtenus [par le programme MASE] sont allés bien au-delà de ceux attendus initialement* ». D'autres activités du CRFIM ont d'ailleurs été avancées.

Entre autres, l'identification de quelque 80 navires d'intérêt (ayant un comportement suspicieux) et suivis depuis début 2021. Il conviendrait de noter que la mise en place du Centre régional de fusion de l'information maritime (CRFIM) à Madagascar ainsi que le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) aux Seychelles rentre dans la mise en œuvre de deux composantes majeures du programme MASE qui est financé par l'Union européenne. Devant prendre fin en mi-2023 prochain, MASE devrait donc laisser place à MASE 2.0.

José Belalahy

The Deputy Speaker Participates in Significant Discussions on the Revival of the AP-COI in Madagascar

Plans to reactivate the Indian Ocean Parliamentary Association - *''l'Association des parlementaires des États membres de la Commission de l'océan Indien'* (AP-COI)is well underway. The Deputy Speaker, Hon. Gervais Henrie participated in a high-level meeting of Speakers to discuss the revival of the AP-COI earlier this month. The meeting was organized by the Indian Ocean Commission (IOC) in the capital of Madagascar, Antatanarivo with the aim of promoting good governance in the region and harmonizing the voice of the people of the region on the international stage. The one-day forum reunited the speakers and representatives of the National Parliaments of the Member States of the Indian Ocean Commission, namely, Seychelles, Mauritius, Madagascar and Comores. The meeting was aimed at providing an active platform of discussions on the necessary procedures and steps to be taken to revive the AP-COI, the formation of its Secretariat and including its budgetary allocations.





Plans to reactivate the association is part of IOC's Governance, Peace and Stability (GPS) project financed by the Agence Francaise de Dévelopment (AFD). The idea for the formation of a regional association dates back to 1997 and its official launching came 16 years later in Mauritius however, due to financing issues, the association has not been active to date.

Following the visit of the Secretary General of the IOC, Prof. Vêlayoudom Marimoutou, to Seychelles and the other parliaments in the region in July, it was agreed for the conference of Speakers, as the supreme body of the association to convene and agree on a roadmap for the organization. The first meeting of AP-COI which will comprise of three members of parliament from each member state will take place in the Comoros in February 2023. Members of the Executive Committee are expected to finalise a calendar of activities that will give life and visibility to the AP-COI.

Speaking at the meeting in Antatanarivo, Hon. Henrie argued that the longevity of the AP-COI will depend on the member states' ability to self-finance the association. "*We cannot continue to rely on the handout provided by AFD. At some stage AP-COI will have to charter its own destiny whilst respecting the independence of each parliament and the sovereignty of each member state*," said Hon. Henrie.



He further noted that Seychelles welcomes and fully backs the creation of AP-COI because it will allow elected representative from the region to synchronize their messages on important international issues including climate change, sustainable development, the vulnerability index, gender and rights issues, good governance, democracy, peace, stability and the youth among others.



Forum économique des îles de l'océan indien faire front commun pour relever les défis de l'Indianocéanie

Le 13e FEIOI s'inscrit comme un pivot pour le renforcement de l'intégration économique et la collaboration institutionnelle régionale. Cela, afin de garantir la durabilité des secteurs clés, et communs, aux territoires du Sudouest de l'océan indien.

LE Forum Économique des îles de l'océan Indien (FEIOI) se pose depuis 13 éditions comme une plateforme pour favoriser les échanges de biens et de services, la coopération économique dans des secteurs clés ou encore la création d'opportunités de business et de rencontres. Malgré des regroupements et des collaborations entre les acteurs des secteurs publics et privés – l'Association des Iles Vanille, l'Association des Ports des Iles de l'Océan Indien (APIOI) ou encore Cap Business Océan Indien – la pandémie est venue rappeler les écueils techniques, institutionnels, pragmatiques, réglementaires et politiques pour s'appuyer sur l'indianocéanie pour s'approvisionner, pour le mouvement de biens et des personnes, pour la création de nouveaux secteurs économiques intégrés, inclusifs et durables, à l'instar de l'économie bleue.

Apporter des solutions concrètes aux enjeux bloquant une coopération régionale plus significative

Thomas Sberna appelle donc les acteurs économiques à sortir de leur zone de confort, à réinventer leur système productif et à tabler sur des modèles d'activités qui soient régénératifs pour nos océans et aussi nos activités côtières. Cela compte tenu des 5,5 millions de km² de zones économiques exclusives des îles de la région, sources d'opportunités pour exploiter des filières économiques porteuses et consolider les filières traditionnelles comme la pêche. L'économie bleue étant l'avenir du continent africain et du monde de build back better après la pandémie de la Covid-19. D'ici 2030 et 2050, il faudra respectivement un investissement de 15 milliards d'USD et de 150 milliards d'USD dans l'océan pour adopter des modèles vertueux d'économie bleue.

S'agissant des enjeux de la connectivité maritime, Raj Mohabeer, Chargé de mission Économie, Infrastructure et Sécurité maritime à la Commission de l'océan Indien (COI), rappelle que les problématiques liées au rehaussement de la qualité et de la fréquence de la connectivité maritime régionale datent de 1989, soit à la mise sur pied de l'ex-Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan Indien renommée depuis Cap Business Océan Indien. Il précise que des solutions concrètes ne seront pas trouvées à ces problématiques s'il n'y a pas un dialogue public-privé pragmatique et

efficace sur les problématiques identifiées par chaque territoire par rapport à la connectivité maritime régionale.
Par ailleurs, en raison des multiples chocs subis par l'indianocéanie, le 13e FEIOI s'est inscrit comme une plateforme critique pour faire avancer le dossier d'un développement durable, inclusif et intégré. Comme le ressortir Valérie Lauret, directrice exécutive de Cap Business Océan Indien, le fil conducteur du programme a été la feuille de route 2021-2026 de Cap Business Océan Indien, publiée en novembre 2021 dans un contexte de relance post-Covid-19.

PROMOUVOIR L'INDIANOCÉANIE

Depuis la création de la Commission de l'Océan Indien (COI), soit 40 ans cette année, l'intégration régionale est à l'agenda des gouvernements des îles du sud-ouest de l'océan Indien. Pourtant, malgré cet océan en commun, ce schéma de peuplements presque similaire, sans compter ces liens culturels et historiques, les Petits États Insulaires en développement (PEID) butent toujours sur la construction de cette idée de l'indianocéanie. Officiellement nommée comme telle depuis 2013 lors d'un colloque de la COI, la zone occidentale de l'océan Indien a été positionnée lors du même évènement comme le «socle et tremplin de notre devenir». En effet, compte tenu de leurs actifs naturels (maritimes et terrestres), de la similitude ou presque de leurs trajectoires économiques ou sociétaux, des vulnérabilités de leurs territoires et des enjeux de développement, un modèle durable suppose une meilleure intégration de l'indianocéanie et une coopération économique plus soutenue. Malgré de nombreuses initiatives pour booster ce projet de longue haleine, l'intégration régionale dans l'indianocéanie demeure faible du fait qu'elle n'est pas quantifiée. D'un autre côté, les outils et dispositifs pour mettre en marche les initiatives de collaboration ou accélérer ces initiatives demeurent problématiques. **Suite de l'article**

La Gazette des Comores

Riposte contre la Covid-19 dans l'Océan indien: Retour d'expérience

16/11/2022  Andjouza Abouheir



L'Unité de veille sanitaire de la Commission de l'océan Indien (COI) qui coordonne le réseau SEGA – One Health, a organisé un atelier régional de retour d'expériences Covid-19, les 27 et 28 octobre, à Maurice. Cette rencontre a rassemblé les représentants des États membres afin de faire le bilan des actions menées et discuter des perspectives d'amélioration.

Une dizaine de représentants des États membres et de l'Unité de veille sanitaire de la COI ont participé aux travaux qui se sont tenus à Maurice. Cet atelier régional, facilité par l'Agence régionale de santé de La Réunion, visait notamment à mener une rétrospective de la riposte régionale contre la Covid-19. Pour rappel, dès février 2020, le réseau SEGA – One Health de la COI s'est mobilisé via un plan d'urgence, suivi d'un plan de riposte en avril. Ces derniers s'inscrivaient dans le cadre de l'initiative Santé En Commun de l'Agence française de développement (AFD). Fin 2020, l'Union européenne (UE) a apporté un soutien additionnel afin de renforcer les capacités de riposte des États membres de la COI face aux épidémies et pandémies.

Pour le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou, cet exercice critique est nécessaire parce que les défis sanitaires évoluent et que l'organisation doit toujours viser l'amélioration de la surveillance et de la riposte épidémiologique. « Les discussions devront ainsi répondre à des questions de bilan et d'ouvrir à des pistes d'amélioration. […] L'idée est de capitaliser sur les leçons apprises pour améliorer les capacités de prévention, riposte et soutien du réseau SEGA–One Health », avance-t-il. L'intérêt d'un tel atelier est d'évaluer les capacités de surveillance, de prévention et de riposte face à une crise en identifiant les points forts, les freins et les axes d'amélioration.

Pour rappel, dès l'apparition des premiers cas, la COI a mis en œuvre une action transversale et adaptée aux besoins de chaque État membre et ne se limitant pas à la fourniture de matériels et équipements. En effet, une réponse intégrée a été proposée, couvrant ainsi plusieurs aspects de gestion des risques épidémiologiques : surveillance, formation, capacité diagnostique, sensibilisation, prise en charge… Ces deux jours d'atelier ont donc été rythmés par des partages d'expériences des différents acteurs impliqués dans la riposte Covid-19.

Concrètement, une analyse SWOT (identification des forces, faiblesses, opportunités et menaces) a été menée afin d'obtenir une vue d'ensemble et ainsi dégager des axes d'amélioration. Plusieurs thématiques ont été abordées : surveillance épidémiologique, diagnostique, dépistage, séquençage, prise en charge des patients, contrôles aux frontières, vaccination, etc. Il en ressort que l'existence du réseau SEGA – One Health est en elle-même un atout incontestable pour faciliter la gestion de la crise Covid-19 dans la région. Elle constitue en effet une plateforme concrète d'échanges, de surveillance et d'intervention.

Andjouza Abouheir

Dégâts climatiques aux plus pauvres : la COP27 adopte le principe d'un fonds spécial

La COP27 a adopté dimanche une résolution prévoyant notamment la création d'un fonds dédié pour financer les dégâts climatiques déjà subis par les pays « particulièrement vulnérables », décision qualifiée « d'historique » par ses promoteurs.

La décision a été adoptée par consensus en assemblée plénière sous un tonnerre d'applaudissements, en clôture de la conférence climat annuelle de l'ONU, à Charm el-Cheikh en Egypte.

Elle souligne le « besoin immédiat de ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates pour aider les pays en développement qui sont particulièrement vulnérables » aux impacts « économiques et non-économiques » du changement climatique.

Parmi ces modes de financements possibles figure explicitement la création d'un « fonds de réponse aux pertes et dommages », une revendication forte des pays en développement, qui ont fait bloc sur ce dossier.
Les modalités de mise en oeuvre de la décision, et donc du fonds, devront être élaborées par un comité spécial pour adoption à la prochaine COP28, fin 2023 aux Emirats arabes unis.

La question des « pertes et dommages », plus que jamais au centre des débats après les inondations dévastatrices qui ont récemment frappé le Pakistan et le Nigeria, a bien failli faire dérailler la COP27.
Elle n'a été mise à l'ordre du jour qu'au tout dernier moment, après de longues réticences des pays riches, et à la condition que la question d'éventuelles responsabilités juridiques ou dédommagements soit écartée.
Les pays développés se sont ensuite longuement opposés à toute idée de fonds dédié.

Finalement, l'Union Européenne a fait jeudi, veille de la clôture prévue de la conférence, une offre acceptant un fonds, à condition qu'il soit réservé aux pays « particulièrement vulnérables », ce qui exclurait des bénéficiaires les pays en développement ayant connu une forte croissance de leur richesse, comme la Chine.

Cette mention figure en effet dans la résolution adoptée mais pas directement concernant le fonds.

L'UE souhaitait également que soit mentionnée un élargissement de la « base de contributeurs », ce qui permettrait d'y inclure la Chine. Mais cette

éventualité devra être discutée par le comité et fera certainement l'objet d'âpres débats.
Les Etats-Unis, première puissance économique et pollueur historique mondial, et la Chine sont restés publiquement très discrets sur ce dossier.

Plus d'infos :

- https://inside.news/actualites/petits-etats-insulaires-la-vulnerabilite-au-changement-climatique-debattue-a-la-cop-27/
- https://www.wazaa.mu/news/latest-stories/cop-27-les-petits-%C3%A9tats-insulaires-en-d%C3%A9veloppement-discutent-du-changement-climatique
- https://midi-madagasikara.mg/2022/11/21/changement-climatique-dr-mahatante-tsimanaoraty-paubert-madagascar-figure-parmi-les-pays-dafrique-qui-ont-le-plus-de-potentialites-si-lon-parle-de-carbone-bleu/
- https://midi-madagasikara.mg/2022/11/18/changement-climatique-madagascar-parmi-les-pays-beneficiaires-de-nombreux-projets/
- https://www.lequotidien.re/actualites/societe/la-cop27-adopte-un-texte-sur-les-degats-climatiques-aux-plus-pauvres/
- https://www.lequotidien.re/actualites/societe/les-negociations-climatiques-de-la-cop27-au-bord-du-gouffre/



Madagascar dans le top 10 des pays africains les plus attractifs pour les touristes en 2022-2023

La destination Madagascar brille sur le plan international.

Selon le très sérieux Bloom Consulting, un cabinet de conseil spécialisé en nation branding, Madagascar figure dans le top 10 des destinations les plus attractives pour les touristes en Afrique en 2022-2023. La Grande île se classe 9e devant des pays comme le Rwanda ou le Botswana.

Récemment, le guide de voyage en ligne basé aux États-Unis, consulté par plus de 6 millions de voyageurs, Travel Lemming, a annoncé sa liste des 50 meilleures destinations de voyage dans le monde pour 2023. Sainte-Marie a été désignée comme l'un des meilleurs endroits de la planète pour voyager l'année prochaine.

L'île Sainte-Marie est classée première destination de voyage en Afrique et quatrième au classement général pour 2023.

Sainte-Marie est désignée comment étant une destination phare pour les amateurs de sensations fortes et de tourisme balnéaire ainsi que les amoureux d'aventure en plein air. « Peu d'endroits offrent une telle diversité de paysages aussi sauvages que luxuriantes », selon Travel Lemming.

Les efforts fournis par les acteurs du secteur touristique pour relancer le tourisme à Madagascar commencent à porter leurs fruits même si il reste encore beaucoup à faire notamment en matière de fiscalité, d'infrastructures, de connectivité aérienne, de sécurité et d'énergie, souligne la Confédération du Tourisme de Madagascar.

A partir de 2023, la Grande île ambitionne de recevoir 500 000 visiteurs. 20 000 chambres supplémentaires aux standings internationaux sont requises pour atteindre cet objectif . D'ici l'année prochaine, le secteur Tourisme devrait, par ailleurs, contribuer à la création de 79 000 emplois, générer 1 milliard de dollars de recettes et contribuer à 15% du PIB, selon les prévisions du Ministère du Tourisme.

Irina

Deuxième forum dédié à la création d'entreprises

MANIFESTATION. Le Forum de la création et reprise d'entreprises du Tampon s'est tenu la semaine dernière au parc Jean-de-Cambiaire. Une centaine de curieux sont venus prendre conseil auprès des nombreux acteurs institutionnels et économiques réunis pour l'occasion.



Dans le cadre de la semaine mondiale de l'entrepreneur, la commune du Tampon a souhaité organiser son propre événement, réunissant un large panel d'acteurs institutionnels et économiques autour de la création et de la reprise d'entreprises. "L'idée est de mettre en lumière les partenaires qui accompagnent et financent les porteurs de projets pour une création ou une reprise d'entreprise, décrit Laurence Thelis, responsable du service de développement territorial pour la mairie du Tampon. L'avantage de ce forum, c'est qu'en un seul lieu, sont regroupés tous les organismes et collectivités en lien avec ce sujet. Ce qui facilité à la fois les échanges entre les acteurs économiques et institutionnels et évidemment la prise en charge, l'accompagnement et le conseil auprès des porteurs de projet."

Une centaine de visiteurs

La première édition du forum, en 2021, avait drainé 250 visiteurs. Là, une centaine seulement. "C'est dommage, reconnaît Laurence Thelis. On aurait espéré plus. L'an dernier, c'était le premier événement post-Covid et les organismes présents recevaient moins en présentiel, c'est peut-être pour ça." Toujours est-il que, celles et ceux ayant fait le déplacement ne sont pas venus pour rien. Comme Guillaume, un Tamponnais de 29 ans, qui souhaite créer une entreprise dans la communication

Suite de l'article

Lire aussi :

- https://inside.news/actualites/agriculture-les-statistiques-comme-aides-au-secteur/
- https://lexpress.mg/18/11/2022/uta-et-les-ministres-des-tic-soulignent-limportance-dune-economie-numerique-pour-la-croissance-resiliente-de-lafrique/
- https://www.memento.fr/article_20-11-2022-agir-pour-une-industrie-d-avenir-une-semaine-de-l-industrie-pour-se-rencontrer

Renouvellement de la collaboration scientifique entre National Parks and Conservation Service et Chester Zoo



Un protocole d'accord visant à formaliser la collaboration scientifique entre le National Parks and Conservation Service et le Chester Zoo a été renouvelé le 18 novembre lors d'une cérémonie de signature qui s'est tenue à Port-Louis, en présence de l'Attorney General et ministre de l'Agro-industrie et de la sécurité alimentaire, Maneesh Gobin, et du directeur général du ministère, Medha Gunputh.

Les signataires étaient le directeur du National Parks and Conservation Service, Kevin Ruhomaun, et la Regional Field Programme Manager de Chester Zoo, Dr Claire Raisin. L'objectif de ce protocole d'accord est de promouvoir la conservation de la biodiversité terrestre à Maurice par le biais de conditions mutuellement convenues concernant des projets de recherche tels que des programmes d'éducation/d'échange, le renforcement des capacités, le transfert de technologie et la mobilisation des ressources. Il contribuera également à cimenter la coopération nord-sud dans le domaine de la conservation de la biodiversité.
Parlant des étapes clés de Maurice dans le domaine de la conservation de la biodiversité, Maneesh Gobin a souligné la désignation des Gorges de la Rivière Noire-Bel Ombre comme nouvelle réserve de biosphère pour Maurice par le Conseil international de coordination du Programme sur l'Homme et la biosphère de l'UNESCO (CIC-MAB) de l'UNESCO. Le ministre a également rappelé que cette année, la crécerelle de Maurice a été déclarée oiseau national de Maurice.
L'inclusion des îles extérieures de Maurice telles que Agalega, Tromelin, Saint Brandon et l'archipel des Chagos en ce qui concerne la conversation terrestre a également été soulignée par le ministre. Claire Raisin, pour sa part, a évoqué le soutien du zoo de Chester à Maurice au cours des deux dernières décennies et a réaffirmé son engagement. Elle a parlé de consolider davantage la coopération dans le domaine de la conservation de la biodiversité en favorisant le renforcement des capacités.